

En 1916, le gouvernement lança un emprunt de 500 millions. Enfin, au début de cette année 1917, le président du conseil annonçait le projet d'une avance de deux milliards et demi au gouvernement impérial de Londres, pour permettre à celui-ci de solder ses engagements en Amérique sans trop obérer le change anglais.

L'initiative privée rivalisait avec celle de l'Etat et organisait des caisses régionales pour assurer des allocations aux familles des engagés canadiens. Les villes et les particuliers firent aussi des dons d'importance pour l'artillerie, l'aviation, la flotte.

A la fin de 1916, les choses allaient changer au Canada, comme en tout autre pays, et le concours demandé aux civils devenir plus onéreux. Le 23 octobre, sir Robert Borden adressait au peuple canadien en faveur du *service national* un appel qui devait produire la plus vive émotion. Après avoir rappelé la justice de la cause des Alliés et les services déjà rendus par le Canada, il montrait, avec une rude franchise, l'immensité de la tâche qui restait à accomplir et concluait en ces termes : " Notre force peut être très effectivement jetée dans ce conflit par l'utilisation — dans toutes les catégories de notre activité nationale, pour soutenir la stabilité agricole, industrielle et commerciale du Canada — de ceux qui, en raison de leur âge, ou de leur état physique, ne sont pas disponibles pour servir au front... Il est impérieux que les hommes et les femmes du Canada, individuellement et par l'entremise de leurs sociétés, servent la nation dans les fonctions où leurs services peuvent être de la plus grande valeur... Sous les responsabilités qui m'incombent et au nom de l'Etat que nous sommes tous appelés à servir, c'est mon devoir de faire appel et j'en appelle maintenant instamment au peuple du Canada pour que tous assistent et collaborent avec le gouvernement et les